



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

LE DIRECTEUR DE CABINET DU PREMIER MINISTRE

n° 5397/SG

Paris, le 1er juillet 2009

à

Madame et Monsieur les ministres d'Etat,
Mesdames et Messieurs les ministres,

- à l'attention de Messieurs les directeurs de cabinet
Madame et Messieurs les préfets de région

Mesdames et Messieurs les préfets
de département (*pour information*)

Objet : déploiement territorial de l'application Chorus

Réf. : décisions prises par le comité de suivi RGPP « Fonctions financières », les 18 juillet 2008 et 30 janvier 2009

Le comité de suivi de la révision générale des politiques publiques a fixé les principes directeurs du déploiement de l'application budgétaire et comptable Chorus dans les services composant l'administration territoriale de l'Etat.

Les modalités de ce déploiement ont ensuite été examinées par le comité des secrétaires généraux, sur la base des propositions présentées par les ministères au comité d'orientation stratégique de Chorus.

Alors que la mise en œuvre de ces décisions s'engage sous la responsabilité principale des ministères, regroupés – hors défense, justice et éducation nationale – en trois ensembles⁽¹⁾, j'appelle votre attention sur les orientations générales de cette réforme majeure des outils de gestion budgétaire et comptable, orientations qui doivent guider en permanence sa mise en œuvre, en relation étroite avec la réforme de l'administration territoriale.

L'installation de Chorus donne à l'Etat l'occasion de constituer en son sein une fonction financière professionnalisée, interministérielle, au service des ordonnateurs et des comptables, composée de centres de service partagés et de services facturiers, utilisant au maximum les facilités offertes par la dématérialisation des documents.

L'atteinte de cet ambitieux objectif, essentiel à la modernisation de l'Etat, se fera en plusieurs étapes.

⁽¹⁾ Les trois ensembles sont ainsi constitués :

1. Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
2. Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche – ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
3. Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi - ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat – ministère de la culture et de la communication

1. Le phasage du déploiement des centres de service partagés

L'organisation à atteindre au plus tard le 31 décembre 2013 sera constituée d'un ensemble de centres de services partagés (CSP) organisés à une échelle au moins régionale par les trois blocs pluri-ministériels précités. Ces CSP devront être de même nature, exercer des fonctions comparables et être aptes à la création, par transfert d'une partie de leurs activités, de services facturiers interministériels.

A cette date, toute plate-forme infra-régionale spécifique à un ensemble de ministère devra avoir disparu. Lorsque le volume d'activité l'exigera ou le permettra, des CSP infra-régionaux pourront être maintenus, à la condition d'être communs à tous les ministères composant les trois ensembles ; ils pourront aussi servir les services territoriaux des ministères de l'éducation nationale, de la justice ou de la défense.

Le processus conduisant à l'organisation prévue devra respecter les échéances et objectifs intermédiaires suivants :

- les ministères devront avoir atteint, en nombre d'actes traités par les plates-formes régionales, au minimum 65 % de la cible à la fin de 2012 (100 % à la fin de 2013) ;
- les CSP devront être transformables en CSP « complètement interministériels », c'est-à-dire organiquement détachables pour rejoindre une délégation interservices, dans 50 % des régions à la fin de 2012 et dans 100 % des régions à la fin de 2013 ;
- à la fin de 2013, au moins 50 % des régions devront être desservies par des CSP « complètement interministériels » ;
- les premiers services facturiers seront expérimentés au cours de cette phase.

La seconde phase s'engagera ensuite avec la généralisation des CSP interministériels et des services facturiers. Ceux-ci pourront être implantés hors du chef-lieu de région, notamment pour des raisons d'aménagement du territoire.

2. Les fonctions des centres de services partagés

Jusqu'à leur transformation en CSP complètement interministériels, les CSP seront portés par les ministères, pour leur constitution et pour leur fonctionnement, et placés sous l'autorité fonctionnelle des ordonnateurs, pour l'enregistrement des opérations de programmation et de dépense. Des conventions de services permettront d'articuler ces prérogatives et de fonder une délégation de signature de la part de l'ordonnateur. Le responsable direct de chaque CSP, avec lequel la convention de service sera conclue par les ordonnateurs, devra donc être identifié.

L'organisation des CSP devra respecter intégralement les prérogatives des ordonnateurs de droit, principaux (ministres) et secondaires (préfets), et des ordonnateurs délégués (directeurs des services déconcentrés), au service desquels ils interviendront, dans les conditions prévues par le règlement du 29 décembre 1962 portant règlement général des finances publiques, modifié, et selon les principes rénovés de l'administration déconcentrée de l'Etat. Elle ne devra entraîner, dans la mise en œuvre des décisions des ordonnateurs, aucun risque de mise sous tutelle de droit ou de fait, d'un ministère par rapport à un autre ou d'un niveau d'administration par rapport à un autre.

En conséquence, les conventions de service-types proposées par les ministères feront l'objet d'une vérification sous l'égide de la Mission interministérielle pour la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (MIRATE). En l'état du droit applicable, elles ne pourront pas valoir délégation de pouvoir ou avoir des effets comparables à celle-ci.

3. Le cas des régions ultra-marines et des îles

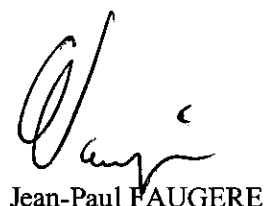
En Corse et dans les îles et régions ultra-marines, les CSP seront constitués d'emblée de manière interministérielle pour traiter l'ensemble des actes de gestion des ordonnateurs dans ces territoires, s'agissant des trois blocs de ministères. Ils pourront associer également les ministères ne faisant pas partie de ces blocs (éducation nationale, justice, défense).

L'hypothèse de la constitution d'une plate-forme rassemblant les fonctions d'ordonnateur et celles du comptable, permettant de centraliser le traitement des factures, sera étudiée.

L'organisation de la plate-forme interministérielle, sous le régime de la délégation interservices, est placée sous la responsabilité du préfet. La contribution en emplois de chaque ministère sera fonction de la part des coûts qui lui sont imputables dans la gestion de la plate-forme.

* *
*

La supervision de la mise en place de cette organisation d'ensemble est confiée aux préfets de région qui en rendront compte régulièrement au Premier ministre (secrétariat général du Gouvernement) et lui feront part des éventuelles difficultés de mise en œuvre.



Jean-Paul FAUGERE